

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB68\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY  
CHENY  
CHICHERY  
EPINEAU LES VOYES  
LAROCHE ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

Délibération n°68/2024/FIN portant décision modificative n°2 du budget des services généraux

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

Monsieur le Président informe l'Assemblée qu'il convient de réajuster certaines lignes des sections de fonctionnement et d'investissement du budget principal pour tenir compte d'événements non prévus et d'insuffisances de crédits.

Il propose donc de modifier les inscriptions prévues au budget 2024.

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ADOPTE la décision modificative n° 2 suivante :

**Décision modificative n°2 du Budget des services Généraux 2024**

**INVESTISSEMENT**

Compte	Libellé compte	Services	Libellé services	Dépenses	Recettes
<b>20 - Immobilisations incorporelles</b>				<b>41 500 €</b>	<b>0 €</b>
2031	Frais d'études	412-2	Tennis	- 19 000 €	0 €
2031	Frais d'études	020	Services communs	60 500 €	0 €
<b>21 - Immobilisations corporelles</b>				<b>57 200 €</b>	<b>0 €</b>
2138	Autres constructions	020	Services communs	9 500 €	0 €
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	412-1	Stades	- 9 000 €	0 €
21713	Terrains aménagés autres que voirie (mise à dispo)	412-1	Stades	11 000 €	0 €
21741	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics (mise à dispo)	411-1	COSEC	35 000 €	0 €
21828	Autres matériels de transport	020	Services communs	10 700 €	0 €
<b>23 - Immobilisations en cours</b>				<b>64 000 €</b>	<b>0 €</b>
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mise à dispo (en cours)	412-2	Tennis	64 000 €	0 €
<b>13 - Subventions d'investissement</b>				<b>126 700 €</b>	<b>0 €</b>
1322	Subv. non transf. Régions	95-2	Tourisme divers	56 300 €	0 €
1323	Subv. non transf. Départements	95-2	Tourisme divers	28 200 €	0 €
13411	Fonds équip. non amort. - DGE	95-2	Tourisme divers	42 200 €	0 €
<b>13 - Subventions d'investissement</b>					<b>-136 800 €</b>
1312	Subv. transf. Régions	95-2	Tourisme divers		56 300 €
1313	Subv. transf. Départements	95-2	Tourisme divers		28 200 €
13311	Fonds équip. amort. - DGE	95-2	Tourisme divers		42 200 €
1318	Autres subv. d'invest. rattachées aux actifs amortissables	020	Services communs		39 500 €
13461	Fonds équip. non amort. - Dot. équipement territoires ruraux	413	Piscine		-303 000 €
<b>16 - Emprunts et dettes assimilées</b>					<b>303 000 €</b>
1641	Emprunts en euros	413	Piscine		303 000 €
<b>021 - Virement de la section de fonctionnement</b>					<b>123 200 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	01-1	Opérations non ventilables		123 200 €
	<b>Total général</b>			<b>289 400 €</b>	<b>289 400 €</b>

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB68\_2024-DE

SLOW

**FONCTIONNEMENT**

Compte	Libelle compte		Libelle services	Dépenses	Recettes
<b>011 - Charges à caractère général</b>					
61558	Entretien et réparations sur autres biens mobiliers	412-2	Tennis	- 3 700 €	0 €
6228	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires - Divers	311-1	Ecole de musique	- 7 000 €	0 €
63512	Taxes foncières	90-1	Aménagement Z.A. à Chamoy	1 000 €	0 €
<b>012 - Charges de personnel et frais assimilés</b>				<b>7 000 €</b>	<b>0 €</b>
6218	Autre personnel extérieur	311-1	Ecole de musique	7 000 €	0 €
<b>014 - Atténuations de produits</b>				<b>124 912 €</b>	<b>0 €</b>
7391118	Autres restit. au titre des dégrèvements sur contrib. directes	831-2	GEMAPI	800 €	0 €
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercom.	01-1	Opérations non ventilables	109 472 €	0 €
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	01-1	Opérations non ventilables	14 640 €	0 €
<b>73 - Impôts et taxes</b>					<b>131 248 €</b>
732221	Fonds de péréquation des ressources com. et intercom.	01-1	Opérations non ventilables		180 940 €
7351	Fraction compens. TFPB, taxe d'habitation sur les résid. princi.	01-1	Opérations non ventilables		-34 467 €
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	01-1	Opérations non ventilables		-15 225 €
<b>731 - Fiscalité locale</b>					<b>-17 494 €</b>
73111	Impôts directs locaux	01-1	Opérations non ventilables		750 €
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	01-1	Opérations non ventilables		-24 388 €
73114	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	01-1	Opérations non ventilables		6 144 €
<b>74 - Dotations et participations</b>					<b>96 188 €</b>
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	01-1	Opérations non ventilables		48 658 €
741126	Dotation de compensation des EPCI	01-1	Opérations non ventilables		3 469 €
748312	D.C.R.T.P.	01-1	Opérations non ventilables		-503 €
74832	Etat - CVAE et CFE	01-1	Opérations non ventilables		37 711 €
74833	Etat - Compensation au titre des exonérations de TF	01-1	Opérations non ventilables		6 853 €
<b>023 - Virement à la section d'investissement</b>				<b>123 200 €</b>	<b>0 €</b>
023	Virement à la section d'investissement	01-1	Opérations non ventilables	123 200 €	0 €
<b>Total général</b>				<b>251 412 €</b>	<b>209 942 €</b>

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB68\_2024-DE




Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB69\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY  
CHENY  
CHICHERY  
EPINEAU LES VOYES  
LAROCHE ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

Délibération n°69/2024/FIN portant décision modificative n°2 du budget de l'assainissement

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

Monsieur le Président informe l'Assemblée qu'il convient de réajuster certaines lignes de la section d'investissement du budget assainissement pour régulariser des imputations budgétaires et des écritures erronées.

Il propose donc de modifier les inscriptions prévues au budget 2024.

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- ADOPTE la décision modificative n° 2 suivante :

## Décision modificative n°2 du Budget Assainissement 2024

### INVESTISSEMENT

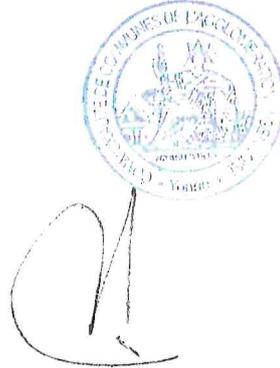
Compte	Libellé	Services	Dépenses	Recettes
<b>20 - Immobilisations incorporelles</b>			<b>80 000 €</b>	
2031	Frais d'études	STE	80 000 €	
<b>021 - Virement de la section d'exploitation</b>				<b>80 000 €</b>
021	Virement de la section de fonctionnement	ONV		80 000 €
			<b>80 000 €</b>	<b>80 000 €</b>

### FONCTIONNEMENT

Compte	Libellé	Services	Dépenses	Recettes
<b>023 - Virement à la section d'investissement</b>			<b>80 000 €</b>	
023	Virement à la section d'investissement	ONV	80 000 €	
			<b>80 000 €</b>	<b>- €</b>

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB69\_2024-DE

SLOW



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

**BONNARD**

**CHARMOY**

**CHENY**

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

**LAROCHE ST CYDROINE**

**MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

M.YALCIN

M.BURAT

**Délibération n°70/2024/FIN portant admission en non-valeurs de produits irrécouvrables sur le budget services généraux**

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit,

Le Président expose que le Trésorier, comptable de la Communauté de Communes, nous a transmis des états de titres irrécouvrables afin qu'ils soient inscrits en non-valeurs.

Il rappelle que l'admission en non-valeurs concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs. Elle intervient après avoir épuisé toutes les possibilités : lettres de relance, mise en demeure, opposition à tiers détenteurs, poursuite....

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. La décision prise par l'assemblée n'éteint pas la dette du redevable et ne fait pas obstacle à l'exercice de poursuite. Les titres émis gardent leur caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparait que le débiteur revient à "meilleure fortune".

La ventilation des produits non recouverts s'établit comme suit pour le Budget services généraux (école de musique) :

N° liste	Montant
7173722432	171.00 €
Total	171.00 €

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB70\_2024-DE

SLOW

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE l'admission en créances irrécouvrables de :

<u>Budget services généraux</u>	Montants Présentées et admis
6541 - Créances admises en non-valeur	171.00 €
6542 - Créances éteintes	
Total	171.00 €

- DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget services généraux de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER

Envoyé en préfecture le 20/09/2024  
Reçu en préfecture le 20/09/2024  
Publié le 20/09/2024  
ID : 089-248900383-20240917-DELIB70\_2024-DE



Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

SLOW

ID : 089-248900383-20240917-DELIB70\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**MIGENNES**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°71/2024/FIN portant admission en non-valeurs de produits irrécouvrables sur le budget assainissement**

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit,

Le Président expose que le Trésorier, comptable de la Communauté de Communes, nous a transmis des états de titres irrécouvrables afin qu'ils soient inscrits en non-valeurs.

Il rappelle que l'admission en non-valeurs concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs. Elle intervient après avoir épuisé toutes les possibilités : lettres de relance, mise en demeure, opposition à tiers détenteurs, poursuite....

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. La décision prise par l'assemblée n'éteint pas la dette du redevable et ne fait pas obstacle à l'exercice de poursuite. Les titres émis gardent leur caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

La ventilation des produits non recouverts s'établit comme suit pour le Budget Assainissement :

N° liste	Montant
6255351611	4 763.81€
7098101032	5 071.01€
Total	9 834.82€

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024,

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité:

- DECIDE l'admission en créances irrécouvrables de :

<u>Budget assainissement</u>	Montants Présentés et admis HT	Montants Présentés et admis TTC
6541 - Créances admises en non-valeur	8 940	9 834
6542 - Créances éteinte		
Total	8 940	9 834

- DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget de l'assainissement de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus

Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,

Le Président,

F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB71\_2024-DE

SLO



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

<b>Nombre de membres</b>
Afférents au Conseil Communautaire : 27
En exercice : 27
Présents : 18
Quorum : 14
Votants : 23
Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**EPINEAU LES VOYES**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEDEL, Mme SILVERSTRE,

**MIGENNES**

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°72/2024/FIN portant admission en non-valeurs de produits irrécouvrables sur le budget des déchets**

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit,

Le Président expose que le Trésorier, comptable de la Communauté de Communes, nous a transmis des états de titres irrécouvrables afin qu'ils soient inscrits en non-valeurs.

Il rappelle que l'admission en non-valeurs concerne les créances dont le recouvrement ne peut être effectué pour cause d'insolvabilité ou d'absence des débiteurs. Elle intervient après avoir épuisé toutes les possibilités : lettres de relance, mise en demeure, opposition à tiers détenteurs, poursuite....

Cette procédure correspond à un seul apurement comptable. La décision prise par l'assemblée n'éteint pas la dette du redevable et ne fait pas obstacle à l'exercice de poursuite. Les titres émis gardent leur caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à "meilleure fortune".

La ventilation des produits non recouverts s'établit comme suit pour le Budget des services déchets :

N° liste	Montant
6259780211	2 836.63€
7097120832	6 069.52€
Total	8 906.15€

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

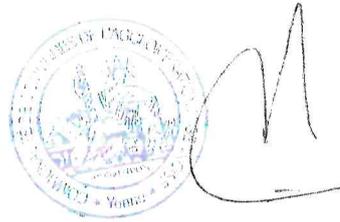
Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- DECIDE l'admission en créances irrécouvrables de :

<u>Budget déchets</u>	Montants Présentées et admis
6541 - Créances admises en non-valeur	8 906.15€
6542 - Créances éteintes	
Total	8 906.15€

- DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget des services déchets de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024  
Reçu en préfecture le 20/09/2024  
Publié le 20/09/2024  
ID : 089-248900383-20240917-DELIB72\_2024-DE

SLO



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

Nombre de membres	
Afférents au Conseil Communautaire :	27
En exercice :	27
Présents :	18
Quorum :	14
Votants :	23
Pour :	23
Contre :	0
Abst. :	0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY**

**CHENY  
CHICHERY**

**EPINEAU LES VOYES  
LAROCHÉ ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

**Délibération n°73/2024/FIN portant admission en créances éteintes sur le budget assainissement**

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

Le Président expose que le Trésorier, comptable de la Communauté de Communes, par des demandes du

- 07/08/2024 pour 521.49 €

A informé la CCAM qu'il n'a pu recouvrer des titres, cotes ou produits assainissement suite :

- Au jugement du Tribunal de commerce suite à liquidation judiciaire pour un montant de 0€ TTC
  - A la décision de la commission de surendettement pour un montant de 521.49€ TTC
- Pour un montant total de 521.49€ TTC.

Il rappelle que les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrecouvrable résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Compte tenu, des jugements, le Président propose aux Conseillers Communautaires, de constater la charge.

VU l'exposé du Président,

VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE de constater la charge de 474.08€ HT sur le budget assainissement de la manière suivante :

<u>Budget assainissement</u>	Montants Présentés HT	Montants Présentés TTC
6541 - Créances admises en non-valeur	0 €	0 €
6542 - Créances éteintes	474.08 €	521.49 €
Total	474.08 €	521.49 €

- DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget assainissement de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024  
Reçu en préfecture le 20/09/2024  
Publié le 20/09/2024  
ID : 089-248900383-20240917-DELIB73\_2024-DE

*SLO*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

<b>Nombre de membres</b>		
Afférents au Conseil Communautaire : 27		
En exercice : 27		
Présents : 18		
Quorum : 14		
Votants : 23		
Pour 23	Contre : 0	Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY  
CHENY  
CHICHERY  
EPINEAU LES VOYES  
LAROCHE ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

**Délibération n°74/2024/FIN portant admission en créances éteintes sur le budget des Déchets**

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

Le Président expose que le Trésorier, comptable de la Communauté de Communes, par des demandes du :

- 07/08/2024 pour 170,00 €

A informé la CCAM qu'il n'a pu recouvrer des titres, cotes ou produits déchets suite :

- Au jugement du Tribunal de commerce suite à liquidation judiciaire pour un montant 0€.
- A la décision de la commission de surendettement pour un montant de 170,00 €  
Pour un montant total de 170,00 €.

Il rappelle que les créances éteintes sont des créances qui restent valides juridiquement en la forme et au fond mais dont l'irrécouvrable résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'impose à la collectivité créancière et qui s'oppose à toute action en recouvrement.

Compte tenu des jugements, le Président propose aux Conseillers Communautaires, de constater la charge.

VU l'exposé du Président,  
VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE de constater la charge de 170 € sur le budget des déchets de la manière suivante :

Budget déchets	Montant Effacé
6541 - Créances admises en non-valeur	0 €
6542 - Créances éteintes	170.00 €
Total	170.00 €

- DIT que les crédits sont inscrits en dépenses au budget des déchets de l'exercice en cours.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024  
Reçu en préfecture le 20/09/2024  
Publié le 20/09/2024  
ID : 089-248900383-20240917-DELIB74\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 22 Contre : 1 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**MIGENNES**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE**

**POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°75/2024/FIN portant approbation des montants définitifs des attributions de compensation**

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit :

Monsieur le Président rappelle au conseil communautaire qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du CGI, la communauté verse à chaque commune membre une attribution de compensation. Celle-ci ne peut être indexée.

Les attributions de compensation permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI lorsqu'il y a transfert de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique. C'est une dépense obligatoire de l'EPCI.

Le Président rappelle qu'en cas de transfert de compétence, la Commission Locale d'Évaluation des charges Transférées (CLECT) est chargée d'évaluer le montant des charges transférées, afin de permettre le calcul des attributions de compensation.

Il rappelle qu'aucun transfert de compétence n'a eu lieu en 2024 et que par conséquent la CLECT n'a pas eu à se réunir cette année. Aussi les montants prévisionnels fixés en fin d'année 2023 pour 2024 peuvent être confirmés afin de prévoir les attributions de compensation définitives suivantes :

	Attributions de compensation définitives 2024
Bassou	51 577.08€
Bonnard	41 362.70€
Charmoy	4 245.14€
Cheny	99 401.59€
Chichery	291.89€
Epineau les Voves	26 292.96€
Laroche-Saint-Cydroine	8 154.78€
Migennes	1 615 925.48€
<b>Total</b>	<b>1 847 251.62€</b>

Il est donc demandé au conseil communautaire de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, arrêter le montant des attributions de compensation définitives et des modalités de reversements de celles-ci aux communes membres telles que présentées ci-avant.

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 35 ;  
VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C ;  
VU la délibération du conseil communautaire n°91/2023/FIN du 12 décembre 2023 fixant le montant prévisionnel des attributions de compensation pour 2024,  
VU l'exposé du Président,  
VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10/09/2024,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à la majorité (vote contre de M.BURAT):

- ARRÊTE les montants des attributions de compensation définitives pour 2024, pour les communes membres de la Communauté de Communes de l'Agglomération Migennoise, ainsi que leurs modalités de reversement aux communes, tels qu'indiqué dans le tableau récapitulatif ci-dessus.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER

<p>Envoyé en préfecture le 20/09/2024  Reçu en préfecture le 20/09/2024  Publié le 20/09/2024  ID : 089-248900383-20240917-DELIB75_2024-DE</p>
--




Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le

ID : 089-248900383-20240917-DELIB76\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY  
CHENY  
CHICHERY  
EPINEAU LES VOVES  
LAROCHE ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

**Délibération n°76/2024/FIN portant approbation du projet de changement des éclairages  
leds dans les terrains sportifs**

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

Le Président rappelle à l'Assemblée le projet de remplacement des luminaires énergivores par des dispositifs d'éclairage à LED pour les équipements sportifs intercommunaux, et plus précisément, les stades de Migennes, Charmoy, Cheny et Epineau les Voves.

Ce projet a été prévu dès le débat d'orientation budgétaire, de mettre l'accent sur la poursuite de nos travaux d'économies d'énergies et notamment sur le remplacement des éclairages des stades par des luminaires LEDS.

L'objectif, avec ce nouvel équipement est, d'une part de réduire l'impact environnemental et économique de nos équipements sportifs, et d'autre part, de rendre conformes nos stades aux normes de la Fédération Française de Football en matière d'éclairage.

Le plan de financement prévisionnel :

Dépenses subventionnables HT		Recettes	
Travaux	106 820€	Etat - DETR (50%)	53 410 €
Total dépenses prévisionnelles	106 820€	Total des recettes prévisionnelles	53 410 €

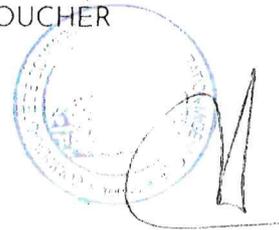
VU le Code général des collectivités territoriales,  
VU le Code de la commande publique,  
VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- APPROUVE le projet de changement des éclairages LED dans les terrains sportifs de la CCAM
- APPROUVE le programme de travaux tels qu'indiqués ci-dessus.
- APPROUVE le plan de financement prévisionnel ci-dessus.
- RAPPELLE que le Président a délégation de pouvoir du Conseil Communautaire pour formaliser les demandes de subventions auprès des partenaires financiers de la CCAM.

AUTORISE le Président ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette opération et de la présente délibération

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024
Reçu en préfecture le 20/09/2024
Publié le
ID : 089-248900383-20240917-DELIB76_2024-DE

*SLO*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU  
BONNARD  
CHARMOY  
CHENY  
CHICHERY  
EPINEAU LES VOVES  
LAROCHE ST CYDROINE  
MIGENNES**

Mme MOREAU

Mme SUZANNE, M. PREVOT  
M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

Mme BILLIET, M. ESNAULT,  
M. BOUCHER, M. JEANGORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU  
M.YALCIN  
M.BURAT

**Délibération n°77/2024/FIN approbation du projet de réhabilitation des équipements sportifs de la CCAM**

Le Président rappelle à l'Assemblée les travaux prévus au budget 2024 relatifs à la rénovation et au développement des équipements sportifs sur les communes de Charmoy, Cheny, Laroche St Cydroine et Migennes. Il ajoute que ces travaux sont éligibles à l'axe F - « Patrimoine bâti » du règlement de la DETR pour l'année 2024.

Le programme d'investissements se caractérise par des aménagements nouveaux destinés à répondre aux demandes des utilisateurs et à apporter un service en plus :

- l'installation de sanitaires pour le terrain de tennis de Laroche-Saint-Cydroine : cet investissement vise à moderniser nos infrastructures en installant des WC à proximité du tennis, répondant ainsi à une demande des utilisateurs relayée par la commune. En effet, actuellement le tennis ne dispose pas de sanitaires et les utilisateurs doivent se rendre, quand cela est possible, dans une salle municipale à proximité. Cette organisation entraîne une logistique compliquée pour la mairie pour sécuriser son bâtiment. Il devient nécessaire de satisfaire cette demande de sanitaires qui est renouvelée chaque année.

- L'installation d'un préau au stade de football de Charmoy : le stade ne dispose pas de gradins couverts qui permettent aux spectateurs de se mettre à l'abri pendant les matchs. Dans la mesure où la création de gradin n'est pas envisagée, il a été proposé d'installer un petit préau à côté du stade pour permettre aux utilisateurs et aux visiteurs de se mettre à l'abri en fonction de la météo. Là encore, il s'agit d'une demande qui permettra d'améliorer les conditions d'utilisation du club de football notamment pendant les entraînements et les matchs.

D'autres investissements doivent être réalisés afin de maintenir la qualité et la sécurité de nos équipements :

- La pose d'une main courante au terrain d'honneur du rugby au complexe Lucien Masson à Migennes : il est devenu indispensable de changer la main courante pour la mettre aux normes afin que les matchs de rugby puissent se dérouler. Cet investissement a donc été inscrit au budget 2024.
- Rénovation de la toiture des courts de tennis couverts au complexe Lucien Masson à Migennes : la toiture a besoin d'être rénovée. Cet investissement a également dû être inscrit au budget de cette année pour procéder aux travaux.
- Rénovation d'une partie des façades du COSEC à Migennes : avec le temps, les façades se détériorent et des traces de rouilles, des fissures apparaissent. Il a été décidé de rénover les murs extérieurs (reprise des dégradations, enduits, rebouchage) et d'appliquer un fongicide afin de stopper les dégradations puis de repeindre l'une des façades les plus abimée, y compris les éléments de structure.
- Changement de portes : plusieurs bâtiments font l'objet d'intrusions, malgré l'ensemble des précautions qui ont été prises. Il s'agit de mettre des portes sécurisées afin de protéger les bâtiments sportifs, en remplacement des portes en bois. Les deux bâtiments concernés cette année sont la salle de gymnastique de Cheny et les vestiaires du stade de football du stade Lucien Masson à Migennes. Ces portes en aluminium seront dotées de systèmes de fermeture plus adaptés et sécurisés.

Le plan de financement prévisionnel :

Dépenses subventionnables HT		Recettes	
Travaux	192 687€	Etat - DETR (30%)	57 806 €
Total dépenses prévisionnelles	192 687€	Total des recettes prévisionnelles	57 806 €

VU le Code général des collectivités territoriales,  
VU le Code de la commande publique,  
VU l'avis favorable du Bureau communautaire du 10/09/2024,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité

- APPROUVE le projet de réhabilitation des équipements sportifs de la CCAM
- APPROUVE le programme de travaux tels qu'indiqués ci-dessus.
- APPROUVE le plan de financement prévisionnel ci-dessus.
- RAPPELLE que le Président a délégation de pouvoir du Conseil Communautaire pour formaliser les demandes de subventions auprès des partenaires financiers de la CCAM.
- AUTORISE le Président ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette opération et de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus

Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme

Le Président,  
F. BOUCHER

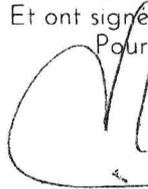
Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB77\_2024-DE

SLO





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT  
M. BURAT

**CHENY**

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**MIGENNES**

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à  
M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE  
(pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

Délibération n°78/2024/URBA portant vente d'une parcelle sise 18 rue Paul Bert à Migennes à la SNCF

VU le rapport du Président qui expose ce qui suit ;

Le Président informe l'assemblée que la SNCF souhaite racheter une partie d'une parcelle nous appartenant au 18 rue Paul Bert afin qu'ils puissent y entreprendre des travaux enfouissement d'un branchement d'assainissement pour un des bâtiments de la gare actuellement branché sur fosse septique.

Une demande de modification du parcellaire cadastral a été faite et transmise au géomètre missionné par la SNCF. La surface cédée serait de 95m<sup>2</sup>

Le service des domaines, dans son avis du 24/06/2024 a estimé la valeur du m<sup>2</sup> de cette portion de parcelle à 5.38€.

Cependant, un avis des domaines du 13/07/2023 sur la valeur du centre de tri postal, sur lequel se trouve ladite parcelle, fixe le prix de vente du m<sup>2</sup> à 46€.

Aussi, et dans un souci de bonne gestion des finances intercommunales il a été décidé de fixer le prix, à 25€/m<sup>2</sup>.

Ainsi, et en application de ce prix au m<sup>2</sup>, pour une surface estimée à 95m<sup>2</sup>, le prix de vente s'élèverait à 2 375€

Le Président propose aux élus de céder cette parcelle pour un montant de 2 375€.

VU l'exposé du Président

VU les avis du domaine du 13/07/2023 et du 24/06/2024

VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire, après avoir délibéré, l'unanimité :

- DECIDE de vendre à la SNCF une partie de la parcelle cadastrée AV 76 située 18 rue Paul Bert à Migennes, d'une contenance de 95 m<sup>2</sup> pour la partie à vendre soit un total de 2 375 euros, sans conditions suspensives autre que légales,
- DECIDE que la parcelle vendue ne sera grevée d'aucune servitude au profit des parcelles restant propriété à la communauté de communes.
- DESIGNER l'office notarial de Seignelay, pour représenter les intérêts de la Communauté de Communes et/ou pour dresser l'acte à intervenir.
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer toute pièce nécessaire à la réalisation de l'opération.
- DIT que les frais d'acte et les honoraires du notaire seront à la charge de la SNCF

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus

Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,

Le Président,

F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB79\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**EPINEAU LES VOVES**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**MIGENNES**

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°79/2024/URBA portant acquisition de la parcelle AX 196, sise Port de Migennes - Chemin de contre-halage à Migennes**

VU le rapport par lequel le Président expose ce qui suit ;

Le Président informe les élus que par arrêté du 28 novembre 2023 paru au JO le 08 décembre 2023, la parcelle AX 196 sur laquelle se situe la cale sèche, a été déclarée inutile au service de la navigation et déclassée.

La cale sèche est un bassin doté de portes étanches qui permet d'accueillir les bateaux pour leur entretien. Le bateau entre dans la cale en eau, puis celle-ci est asséchée grâce à un système de pompes. On peut alors effectuer le carénage (l'entretien du navire) et sa remise en état.

Il propose, dans une perspective de développement économique du territoire, d'acquérir la cale sèche afin de la réhabiliter et de la remettre en service.

VU l'exposé du Président

VU les statuts de la Communauté de Communes de l'Agglomération Migenoise

VU l'arrêté du 28 novembre 2023 portant déclassement de la parcelle AX 196 relevant du domaine public fluvial

VU l'avis des domaines en date du 22/07/2024

VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10 septembre 2024,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE l'acquisition par la Communauté de communes de l'agglomération migennaise de la parcelle AX 196, sise Port de Migennes - Chemin de contre-halage à Migennes, d'une contenance totale de 416 m<sup>2</sup> appartenant à VNF pour un prix de 370€.
- DESIGNER l'office notarial de Seignelay, pour représenter les intérêts de la Communauté de Communes et/ou pour dresser l'acte à intervenir.
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer l'acte de vente ainsi toute pièce nécessaire à la réalisation de l'opération
- DIT que les frais d'acte et les honoraires du notaire seront à la charge de la CCAM.
- DIT que les crédits sont inscrits au budget des services généraux, en section d'investissement.
- ABROGE la délibération n°07/2023/FIN portant acquisition de la cale-sèche du port de Migennes du 28 Février 2023

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024
Reçu en préfecture le 20/09/2024
Publié le 20/09/2024
ID : 089-248900383-20240917-DELIB79_2024-DE

Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB80\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,  
M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**MIGENNES**

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°80/2024/GDV portant avis sur le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de l'Yonne**

VU le rapport du Président qui expose ce qui suit ;

Les services de l'État ont transmis le projet de révision du schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (2024-2030) de l'Yonne.

Le projet, joint, est soumis pour avis au Conseil Communautaire de la Communauté de Communes de l'Agglomération Migennoise en tant que collectivité impactée par cette révision et par les obligations qui y sont inscrites.

Il énonce les ambitions en matière d'accueil, de grand passage et de sédentarisation des gens du voyage, mais également le renforcement des politiques d'insertion sociale et professionnelle des publics concernés.

La politique d'accueil des gens du voyage vise à assurer le droit à un habitat adapté, respectueux de la libre circulation des personnes et de la propriété privée, dans un rapport équilibré des droits et des devoirs de chacun. À cette fin, la loi prévoit dans chaque département l'élaboration conjointe d'un schéma d'accueil des gens du voyage par l'État et le Conseil départemental, qui en fonction des besoins constatés doit prévoir le nombre, la localisation et la capacité des aires et terrains à créer par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), ainsi que les interventions sociales nécessaires.

Le schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de l'Yonne a été mis en place pour la première fois en 1997, puis renouvelé en 2002 et 2013. Une nouvelle révision du schéma est en cours et doit aboutir à une adoption d'ici fin 2024.

En application de l'article 1 de la loi du 5 juillet 2000, ce projet est également soumis à l'avis des communes et établissements publics de coopération intercommunale concernés.

Les 10 communes et 7 établissements publics de coopération intercommunale concernés de l'Yonne doivent également délibérer afin d'émettre un avis sur le projet proposé.

Le point le plus important de ce projet de schéma est l'obligation répétée, imposée à la Communauté d'Agglomération de l'Auxerrois de créer une aire de grand passage sur son territoire.

Les actions opérationnelles de la CCAM fixées par le schéma se limitent au maintien de l'aire permanente d'accueil existante.

La CCAM pourra également être partenaire sur les actions sociales, scolaires ou relatives à la santé menées par les autorités pilotes.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU la loi du n°2000-614 du 05 Juillet 2000

VU le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage présenté par la Préfecture de l'Yonne

VU l'avis favorable du Bureau Communautaire du 10 septembre 2024

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- EMET un avis FAVORABLE, sous réserve de l'aménagement d'une aire de grands passages sur le territoire de l'Auxerrois, sur le projet de schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage de l'Yonne 2024-2030 annexé à la présente délibération,
- AUTORISE Le Président, ou son représentant, à prendre toutes les dispositions nécessaires et à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus

ET ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,

Le Président,  
F. BOUCHER



Envoyé en préfecture le 20/09/2024
Reçu en préfecture le 20/09/2024
Publié le 20/09/2024
ID : 089-248900383-20240917-DELIB80_2024-DE

*SLO*



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.  
L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOVES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**MIGENNES**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES  
ABSENTS NON-EXCUSES  
SECRETAIRE DE SEANCE**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

M.YALCIN

M.BURAT

**Délibération n°81/2024/TRANS portant adhésion à la centrale d'achat MOBIGO**

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit,

Le Président rappelle que la Région Bourgogne Franche Comté est l'autorité organisatrice des mobilités (AOM) pour la CCAM, dès lors que nous avons rejeté le transfert de la compétence.

C'est à ce titre que la Région Bourgogne Franche Comté a lancé en mai 2019 son Système d'Information Multimodal (SIM) permettant notamment de calculer des itinéraires, de calculer des tarifs, l'achat de titres dématérialisés, etc.

Pour mettre en place cela, la Région a adhéré à une centrale d'achat afin d'accéder à tous ces services. Aujourd'hui, la Région nous demande d'adhérer au groupement de commande, afin que les transports gérés par la CCAM concernés puissent bénéficier de visibilité sur le site MOBIGO.

Considérant que la population de la CCAM est inférieure à 30 000 personnes, nous bénéficions de certaines prestations gratuitement, telles que :

- Le calculateur d'itinéraire
- Le calculateur tarifaire
- L'option M'Ticket (solution d'achat et de validation de titres de transport via une application mobile)
- L'option GRC (gestion de la relation client)

D'autres prestations sont disponibles dont les prix sont fixés par BPU. Cependant le transport à la demande du jeudi concerné, ne nécessite pas obligatoirement davantage.

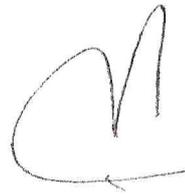
VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
VU la délibération 30/2021/ADM portant refus de prise de compétence d'organisation de la mobilité  
VU la proposition de la Région Bourgogne Franche Comté d'adhérer à la centrale d'achat afin d'améliorer la visibilité des transports concernés sur l'interface MOBIGO et de bénéficier de prestations supplémentaires. ;  
VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10/09/2024 ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- ACCEPTE d'adhérer à la centrale d'achat proposée par la Région Bourgogne Franche Comté.
- AUTORISE le Président à signer tous les actes relatifs à cette affaire
- CHARGE le Président ou son représentant à notifier cette décision aux intéressés.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président  
Pour copie conforme,  
Le Président,  
F. BOUCHER

Envoyé en préfecture le 20/09/2024  
Reçu en préfecture le 20/09/2024  
Publié le 20/09/2024  
ID : 089-248900383-20240917-DELIB81\_2024-DE



Envoyé en préfecture le 20/09/2024

Reçu en préfecture le 20/09/2024

Publié le 20/09/2024

ID : 089-248900383-20240917-DELIB82\_2024-DE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOYES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**MIGENNES**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEDEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

Délibération n°82/2024/ADM portant adoption du rapport d'activités de l'année 2023

VU le rapport du Président dans lequel il expose ce qui suit,

Le Président rappelle l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales qui précise que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale adresse chaque année, au maire de chaque commune membre un rapport retraçant l'activité de l'établissement. Ce rapport fait l'objet d'une communication par le maire au conseil municipal en séance publique.

Ce rapport d'activités a donc pour objet de présenter aux maires et aux conseillers municipaux le bilan des actions menées en 2023 par la Communauté de Communes de l'Agglomération Migenoise (CCAM)

VU l'exposé du Président,

VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10/09/2024,

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- ADOPTE le rapport d'activités 2023 de la Communauté de Communes annexé à la présente Délibération.

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus  
Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,

Le Président,  
F. BOUCHER





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Département de l'Yonne  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS**

SÉANCE DU 17 SEPTEMBRE 2024

**Nombre de membres**

Afférents au Conseil Communautaire : 27

En exercice : 27

Présents : 18

Quorum : 14

Votants : 23

Pour 23 Contre : 0 Abst. : 0

Convocation a été faite aux 27 membres du Conseil Communautaire le 11 septembre 2024 pour le 17 septembre 2024, à 18h00, dans la salle du Conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy.

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept septembre, à dix-huit heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance ordinaire dans la salle du conseil, 5 rue Lucien Ducrot à Charmoy sous la Présidence de M. François BOUCHER, Président en exercice.

**ETAIENT PRESENTS :**

**BASSOU**

Mme MOREAU

**BONNARD**

Mme SUZANNE, M. PREVOT

**CHARMOY**

M.JACQUEMAIN, M. LEMOINE, Mme LEMETAYER, M.SERANDAT

**CHENY**

M. BURAT

**CHICHERY**

**EPINEAU LES VOYES**

Mme BILLIET, M. ESNAULT,

**LAROCHE ST CYDROINE**

M. BOUCHER, M. JEANGEORGES, Mme COLLET, Mme DURIEUX,

**MIGENNES**

M.MALLINGER, Mme ODABAS, Mme KRIEGEL, Mme SILVERSTRE,

**ABSENTS EXCUSES AYANT DONNE  
POUVOIR :**

M.FEVRIER (pouvoir à Mme DURIEUX), M.CASPAR (pouvoir à M.MALLINGER), Mme FERREIRA (pouvoir à Mme ODABAS), M.WARIE (pouvoir à M.JACQUEMAIN), M.BARJOT (pouvoir à M.BOUCHER)

**ABSENTS EXCUSES**

M.MEYROUNE, Mme MAKRAOUI, Mme BRUNEAU

**ABSENTS NON-EXCUSES**

M.YALCIN

**SECRETAIRE DE SEANCE**

M.BURAT

**Délibération n°83/2024/PERS Portant création d'un poste d'adjoint au responsable du service assainissement à temps complet**

VU le rapport par lequel Monsieur le Président expose à l'Assemblée ce qui suit :

La Communauté de Communes de l'Agglomération Migennaise prépare le transfert de la compétence de l'eau potable au 1er janvier 2026. Ce service sera rattaché au pôle environnement et intégré dans un futur service eau potable et assainissement. Afin de préparer ce transfert mais également de renforcer le service assainissement suite au départ d'un agent et à l'absence pour maladie d'un autre, il convient de créer un poste d'adjoint au responsable de l'assainissement.

Il convient donc de créer un emploi permanent relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise ou des techniciens territoriaux pour assurer la fonction d'adjoint au responsable du service assainissement, (futur service eau potable et assainissement). Il rappelle la nécessité d'avoir un minimum de stabilité sur ce poste.

Il rappelle au conseil communautaire que les missions exercées cet agent sont les suivantes :

Sous la responsabilité du responsable du service assainissement et assainissement) :

- Préparation technique du transfert de la compétence eau potable : appui technique de la hiérarchie,
- Exploitation du service de l'assainissement : encadrement des agents assainissement actuels et eau potable à venir, réalisation avec les agents des opérations de maintenance préventive et curative sur les ouvrages du service, suivi des prestations de service et des travaux confiés aux entreprises,
- Suppléance du responsable du service pendant ses congés,
- Astreinte du service.

Cet emploi sera pourvu par un fonctionnaire de catégorie C du cadre d'emplois des agents de maîtrise ou de catégorie B du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, ou en cas de recrutement infructueux de fonctionnaires (candidatures ne correspondant pas au profil recherché, absences de candidatures de fonctionnaires, ...) par un agent contractuel selon les dispositions des articles L332-14 ou L332-8 du Code général de la fonction publique.

En cas de recrutement d'un contractuel en référence à l'article général de la fonction publique:

- L'agent sera recruté selon les dispositions de l'article L332-8 2° du Code susmentionné « lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté »,
- L'agent devra être titulaire d'un diplôme technique métiers de l'eau ou équivalent à dominante eau potable (exploitation de pompages, réservoirs, systèmes de désinfection, analyses de la qualité de l'eau, techniques de recherche de fuites, ...),
- L'agent sera rémunéré, selon son expérience professionnelle sur la base de la grille indiciaire d'agent de maîtrise ou de technicien territorial.

En cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et compte-tenu du caractère permanent de l'emploi, de la nécessité de stabilité sur ce poste, un contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans pourrait être envisagé.

Les contrats de l'article L332-8 2° sont renouvelables par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat serait reconduit pour une durée indéterminée.

VU le Code général des collectivités territoriales,  
 VU le Code général de la fonction publique,  
 VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;  
 VU le tableau des effectifs ;  
 VU l'avis favorable du bureau communautaire du 10/09/2024

Le Conseil Communautaire après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE de créer un poste d'agent de maîtrise, d'agent de maîtrise principal, de technicien territorial, de technicien principal de 2ème classe et de technicien principal de 1ère classe à temps complet (les postes non pourvus seront supprimés après la fin de la procédure de recrutement).
- AUTORISE le Président ou son représentant à signer, le cas échéant, le contrat.
- DIT que les crédits correspondants seront inscrits au budget assainissement 2025

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an que dessus

Et ont signé au registre le Président

Pour copie conforme,

Le Président,